

# TENDANCES RÉCENTES et NOUVELLES DROGUES

Novembre 2022

Grégory Pfau,  
Elisa Juszcak,  
Mathieu Lovera,  
Vincent Benso

Oppelia Charonne/  
Trend OFDT

Initialement limité à Paris, le site TREND francilien a étendu en 2017 ses observations à la Seine-Saint-Denis, grâce au soutien de l'Agence régionale de santé (ARS) Île-de-France. L'année 2021 est marquée par un nouvel élargissement du dispositif vers le département des Hauts-de-Seine.

## Évolutions de l'offre de drogues

### Réseaux de revente pour chemsexers et dématérialisation du trafic

À Paris comme en Seine-Saint-Denis, les grandes modalités d'organisation du trafic se maintiennent : points de vente hiérarchisés de cité, « plans téléphones » avec prise de rendez-vous dans l'espace public, centrales d'appel avec livraison à domicile, *drive* (le client ne descend pas de sa voiture et la transaction a lieu par la fenêtre), revente de rue ou scènes ouvertes de revente.

En complément, la spécialisation des réseaux de revente par livraison s'adressant aux chemsexers émerge en 2021. Proposant préférentiellement des cathinones et du GBL, voire (dans une moindre mesure) de la méthamphétamine, ces revendeurs emploient parfois plusieurs livreurs et proposent leurs catalogues par messagerie, après avoir recruté leurs clients sur les applis de rencontre et/ou lors de soirées chemsex. La revente de protoxyde d'azote par livraison se professionnalise aussi via des réseaux spécifiques, rendant encore

plus accessibles des bouteilles ou bonbonnes (aux volumes variables, de 600 g à plusieurs kilos).

En 2021, le protoxyde d'azote, les cathinones et le GBL s'ajoutent à l'offre multiproduits déjà variée proposant le plus souvent cannabis (résine et herbe, de différentes qualités), cocaïne, kétamine, MDMA/ecstasy et plus rarement du LSD ou des NPS. Plus globalement, l'accélération de la numérisation du trafic se poursuit. Dans les cités, les points de vente communiquent également par messagerie (SMS) avec leurs clients et proposent des livraisons. Dans les espaces festifs, même s'il reste possible d'acheter sur le lieu de fête, la tendance est à l'achat par livraison à domicile en amont de la fête. Le paiement se dématérialise, certains réseaux proposent ainsi à leurs clients de régler via des applications de paiement.

### Multiplication des points de vente d'héroïne en Seine-Saint-Denis

Selon les usagers et les services d'application de la loi, le nombre de points de vente d'héroïne semble croître en Seine-Saint-Denis, sans qu'il soit encore possible de savoir s'il s'agit d'une stratégie d'adaptation à la présence des forces de l'ordre par rotation des lieux de vente, ou d'une véritable dissémination du trafic. Le profil des guetteurs de ces cités évolue, impliquant d'avantage de mineurs non-accompagnés (MNA) ou jeunes migrants (cf. p. 5).



# Évolutions des espaces festifs et des usages en leur sein

## Les usages dans les espaces festifs alternatifs pendant le couvre-feu

Jusqu'au 20 juin 2021, le régime transitoire remplaçant l'état d'urgence sanitaire a consisté en un couvre-feu entre 18h ou 21h et 6h. S'adaptant à cette contrainte, certains « fêtards » ont développé de nouvelles pratiques festives induisant de nouvelles pratiques de consommation.

### L'avènement des soirées à domicile

Plus facile à organiser, les soirées à domicile ont été les plus nombreuses. Ces fêtes regroupent 10 à 50 personnes proches des hôtes, elles sont sonorisées (DJ's, playlists...) et durent souvent plus d'une nuit. La distinction entre espaces de danse et de consommation n'y existe plus. Quant aux organisateurs, leur domicile se transforme en espace festif jusqu'à trois jours par semaine. Certains évoquent une perte de repères et de cadre qui a pu se répercuter sur leur consommation. De plus, contrairement aux soirées officielles, la consommation peut être davantage tolérée et de nombreux usagers ne cachent alors plus leurs pratiques. Les produits consommés sont ceux de la scène techno actuelle (cocaïne, kétamine, 3-MMC et, dans une moindre mesure, GBL et MDMA/ecstasy, ainsi que l'amphétamine pour les amateurs de *free party*). Toutefois, les contextes de ces regroupements mènent à une augmentation des consommations. Des consommations importantes de 3-MMC ont notamment été identifiées, certains usagers observant dans leur entourage ce qu'ils qualifient « d'addiction à la 3-MMC ». La diffusion de la kétamine, dont les effets apparaissent plus adaptés à une consommation en intérieur, semble avoir été amplifiée

dans ces contextes. En effet, ces soirées induisent des interactions moins centrées sur la danse et plus sur la discussion, assis autour d'une table, ce qui favorise le partage de produits et l'expérimentation.

### Poursuite de la diffusion de la 3-MMC dans des espaces festifs en mutation

Parmi les éléments favorisant la diffusion d'une drogue figurent son prix, son accessibilité, les représentations, ainsi que les mouvements culturels qui lui sont associés. Depuis plusieurs années la diffusion de la 3-MMC en contexte festif est observée. Elle est le fruit d'une conjonction de facteurs : prix peu élevé, accessibilité facile (commandes légales sur des sites internet, catalogues de produits sur les réseaux sociaux et par messagerie, livraison à domicile), représentation positive combinant effets appropriés aux soirées électro et effets secondaires décrits comme moindres que ceux induits par la MDMA/ecstasy ou la cocaïne, phénomène d'initiation par des pairs. En 2021, les dernières reconfigurations des espaces festifs gay et des scènes techno alternatives ont, elles aussi, contribué à ce phénomène. La multiplication des soirées à domicile entre HSH (hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes) pendant la crise sanitaire d'une part, puis la récente ascension des soirées techno-queer d'autre part, ont en effet permis un croisement de publics aux pratiques de consommation différentes, favorisant ainsi la diffusion de la 3-MMC.

### L'espace festif-gay pendant la crise sanitaire : la multiplication des soirées à domicile

Les clubs et les discothèques étant les plus touchés par les mesures sanitaires consécutives à la pandémie de Covid-19, les établissements festifs gay ont connu en 2021 plusieurs périodes de fermeture.

## Les prix des principales drogues à Paris et en Seine-Saint-Denis (SSD) en 2021

Produits		Zone géographique	Prix	Tendance 2020/2021
Cannabis	Herbe	Paris/SSD	10 €/ g	→
	Résine	Paris/SSD	5 €/ g	→
Cocaïne		Paris	60-70 €/g	→
		SSD	50 €/ g	→
Crack (galette)		Paris	12 €* ; 20-30 €**	↗* →**
		SSD	20 €, 30 €***	→
Héroïne		Paris	40 €/ g	→
		SSD	40-50 €/ g	→
MDMA/ecstasy	Cristal/poudre	Paris	50 €/g	→
	Comprimé	Paris	10 €/unité	→
	Parachute (unité)	Paris	10 €/unité	→
Méthadone® (fiole 60 mg)		Paris	5 €	→
Subutex® (comprimé de 8 mg)		Paris	3 à 5 €	→
Sulfate de morphine (Skenan® gélule de 100 mg)		Paris	5 €	→

Les prix indiqués sont les prix courants : les plus fréquemment rapportés dans la zone géographique.

\* Prix dans le métro et en rue (Stalingrad, Éole)

\*\* Prix sur les lieux de vente de type « four » (Cité Reverdy).

\*\*\* Prix sur les lieux de vente de type « four » (Aubervilliers).

Cela a eu plusieurs impacts négatifs chez certains HSH consommant des drogues, tant sur le plan social (sentiment d'isolement) qu'addictologique (fréquences et contextes de consommation, troubles psychiques associés...). Ces conséquences semblent plus notables chez les personnes qui, avant les confinements, avaient déjà des pratiques de consommations à domicile (chemsexuels notamment). D'autres catégories d'HSH qui côtoyaient plus régulièrement les espaces festifs se sont également adaptées aux mesures sanitaires en rejoignant ces soirées à domicile.

Ainsi, la fermeture des clubs a accéléré le processus d'éclatement de la scène festive gay, déjà amorcé avant la crise sanitaire. Cet éclatement s'explique par une lassitude vis-à-vis du schéma répétitif et onéreux de soirées incluant le « before » en appartement, la sortie en club, puis les espaces plus restreints et sexuels.

En 2021, c'est principalement à cette dernière étape que se cantonnent de nombreux HSH consommant des drogues, passant désormais leurs soirées d'un appartement à l'autre, notamment grâce aux applications de rencontres. En attendant la réouverture des clubs, de plus en plus de fêtes à domicile mélangeant différentes populations de HSH aux habitudes de consommations variées ont été improvisées. Ces fêtes ont alors été parfois des scènes d'échanges de pratiques de consommation. Si « le » chemsexeur consomme toujours majoritairement des cathinones et de la méthamphétamine d'une part, et « le » clubber ingère surtout des comprimés d'ecstasy et sniffe de la cocaïne d'autre part, cette dichotomie, toujours d'actualité, devient moins stricte. Après cette période d'émergence des soirées à domicile et d'échange de pratiques de consommation, la réouverture des établissements de nuit a contribué à l'accélération du processus de diffusion de la 3-MMC dans ces espaces.

### Développement des soirées techno-queer

Parallèlement à l'émergence des soirées à domicile entre HSH, la scène queer poursuit son développement en 2021. À l'origine plus inclusive et impliquée politiquement que les scènes gay, la scène queer mélange des populations qui ne se reconnaissent pas dans la binarité des sexes et les codes gay et lesbiens qu'elle juge trop restrictifs. De ce fait, ce mélange de publics favorise la diffusion de pratiques de consommation au-delà des espaces fréquentés habituellement par les HSH.

Depuis 2016, un renouveau de la fête parisienne alternative s'est produit. Empruntant les codes de la fête berlinoise, les collectifs indépendants organisent des soirées dans des lieux non fixes (hangars, parkings, lieux abandonnés...), attirant ainsi des publics variés. Alors que les scènes LGBTQ+ étaient bien distinctes des autres, cette différenciation semble de moins en moins nette. Les codes des unes et des autres se rapprochent, et les publics traditionnellement présents dans l'une fréquenteraient désormais les autres scènes. En 2021, l'illustration la plus marquante de ce phénomène est la multiplication des soirées techno-queer et la diversité des publics qui y participent. Certains usagers évoquent même la « banalisation de l'hétéro » en soirée queer. Sur place, de nombreux produits psychoactifs y sont

## L'émergence des « privées » et d'une RdRD dédiée

Une minorité d'organisateur·s a continué à proposer des soirées alternatives (sites originaux, DJ's en live...) mais de manière plus confidentielle (communication limitée, via des messageries cryptées) afin de ne pas attirer l'attention. Qualifiées de « privées », ces fêtes rassemblent généralement 50 à 100 personnes. Au-delà de 150, des organisateur·s considèrent avoir « perdu le contrôle » de la soirée et craignent l'intervention des forces de l'ordre ou la survenue d'accidents liés à la consommation (« G-holes » : trou noir, perte de mémoire et de connaissance, parfois suivi de coma, voire de décès).

Certains usager·s très insérés dans ces réseaux affirment avoir participé à des « privées » tous les weekends, ce qui laisse penser que de tels événements ont été relativement fréquents. Les mêmes logiques de consommation qu'en soirées à domicile y sont observées.

Face à l'augmentation des consommations et à l'éparpillement des scènes festives, des initiatives spontanées de santé ont été observées. Ainsi des associations ont sensibilisé des organisateur·s à la Réduction des risques et des dommages (RdRD) et ont mis en place des permanences ou des envois de matériel de RdRD permettant à certains fêtards de s'improviser en relais de diffusion.

Des messages de prévention ont aussi été envoyés aux participants par divers outils de communication et une association menant des actions lors de « privées », les « Noctambules citoyens », a été créée.

consommés : cocaïne, kétamine, MDMA/ecstasy, 3-MMC, GBL/GHB. Ces trois derniers semblent particulièrement présents.

En écho à ces circulations croissantes des publics, certaines pratiques de consommation initialement observées en milieu festif gay (voire chemsex) sont désormais visibles dans ces espaces techno-queer. Il s'agit en premier lieu des consommations de 3-MMC et de GBL. Les données collectées en 2021 indiquent que de plus en plus d'usager·s cisgenre (dont l'identité de genre est en accord avec le sexe) consommeraient ces produits. Il a été notamment observé que certains usager·s issus de la communauté LGBTQ+ initient, lors de ces soirées, d'autres usager·s à ces consommations.

## Évolutions des conditions de vie et des consommations des usagers en grande précarité

### Multiplés déplacements de la scène du crack

L'année 2021 a de nouveau été marquée par des déplacements successifs des scènes de consommation et de revente de crack dans le nord-est parisien. À la suite des évacuations aux portes du nord-est de Paris, la place de la bataille de Stalingrad et les Jardins d'Éole concentraient au début de l'année la majorité du trafic et des usages de crack dans l'espace de la marginalité urbaine. La présence d'usager·s et revendeurs dans le secteur de Stalingrad a généré d'importantes tensions, auxquelles la Préfecture de Police et la Ville de Paris ont répondu par la mise en place en mai 2021 d'un dispositif autorisant les usager·s à occuper une partie des Jardins d'Éole (dès lors ouverts jusqu'à 1h du matin), tout en leur interdisant de fréquenter la place Stalin-

grad et les rues alentour, ceci 24h/24. L'arrêté préfectoral interdisait également aux associations de RdRD d'intervenir ailleurs qu'aux Jardins d'Éole. Dès sa mise en place, le dispositif a fait polémique : des collectifs de riverains dénonçaient des nuisances et un climat d'insécurité dans les rues adjacentes une fois celui-ci fermé, tandis que les associations regrettaient ce nouveau déplacement des usagers et demandaient des réponses médico-sociales adaptées. Des scènes de bagarres ou d'agressions ont été relayées par divers médias et des tirs de mortier ont visé des usagers de crack à deux reprises, ravivant les tensions entre riverains et consommateurs.

L'évacuation des jardins a été décidée par la Ville de Paris au début de l'été. Les usagers et revendeurs ont alors occupé pendant près de trois mois le trottoir devant l'une des entrées du parc, au grand dam des riverains. Fin septembre 2021, La Préfecture de Police, sur ordre du Ministère de l'Intérieur, a procédé à l'expulsion des usagers et leur acheminement vers le square Forceval dans le 19<sup>ème</sup> arrondissement. Un campement de fortune s'est établi peu à peu, des sanitaires et un accès à l'eau ont été installés, les associations de RdRD et de soin y sont intervenues quotidiennement. Le square Forceval est ainsi devenu la dernière grande scène ouverte de crack parisienne. Tout comme la « Colline du crack » démantelée deux ans auparavant à la Porte de la Chapelle, elle a été le théâtre de phénomènes de violence (trois morts par surdose y ont été dénombrés depuis son installation) et les conditions de vie y étaient tout aussi insalubres.

La situation du square Forceval a ravivé des polémiques anciennes autour de la problématique du crack à Paris. Un « audit flash » de la Cour régionale des comptes à propos du « plan crack » a été réalisé en 2021 à la demande de l'opposition municipale parisienne. Celui-ci fait état de résultats « réels mais partiels », décrit un plan sous-dimensionné et pointe deux freins principaux : la difficulté de recrutement de personnels soignants et socio-éducatifs par les associations ; et la rareté du foncier pour y implanter de nouvelles structures. Le square Forceval a été évacué le mercredi 5 octobre 2022. Il est désormais question du déploiement d'un « Plan crack 2 ».

### Des usagers primo-arrivants plus visibles

Les pratiques de consommations (et/ou de trafic) chez les migrants primo-arrivants ne sont pas un phénomène nouveau. Le site francilien TREND a décrit à partir de 2018 les mutations observées à la Porte de la Chapelle, où la proximité de camps de fortune abritant ces migrants (principalement originaires d'Afrique et du Proche et Moyen-Orient) avec le site de la Colline (importante scène ouverte de consommation et de revente de crack) a pu favoriser des échanges de pratiques entre des groupes qui ne se côtoyaient pas jusqu'alors. Ces échanges ont pu être favorisés par les évacuations à répétition des campements par les forces de l'ordre, ainsi que par la fermeture du Centre de premier accueil pour migrants en mars 2018, surnommé la « bulle ».

Depuis, la Colline a été évacuée, d'autres campements et squats de fortune l'ont été à sa suite (campement de la Porte d'Aubervilliers, « tunnel » de Rosa Parks, Jardins d'Éole), et un lieu d'accueil et de repos pour les usagers de crack a

## Soumission chimique

En 2021, une recrudescence de témoignages d'agressions sexuelles avec suspicion de soumission chimique au GHB/GBL en milieu festif a été relayée sur les réseaux sociaux. Cette actualité médiatique a accentué la mobilisation des acteurs de santé sur le sujet du consentement sexuel et des agressions et viols en contexte festif : la question de la soumission chimique et de la vulnérabilité chimique a été placée au cœur des préoccupations des acteurs de la RdRD en milieu festif et des acteurs sanitaires.

Parmi eux, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), via le réseau des centres d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance-addictovigilance (CEIP-A), mène régulièrement des enquêtes sur les soumissions chimiques. Le but est d'améliorer les connaissances sur la nature des substances impliquées, sur les circonstances des faits et sur les distinctions à apporter entre soumission chimique (administration à des fins criminelles – viols, actes de pédophilie – ou délictuelles – violences volontaires, vols – de substances psychoactives à l'insu de la victime ou sous la menace) et vulnérabilité chimique (état de fragilité d'une personne suite à la consommation volontaire de substances).

Malgré ces efforts, les cas de soumissions chimiques restent difficiles à objectiver pour plusieurs raisons. D'abord, la faible part des victimes qui portent plainte ou qui s'adressent au CEIP-A de Paris, mais également la faible proportion de cas vraisemblables de soumissions chimiques parmi les situations étudiées (qui relèvent d'abord de la vulnérabilité chimique). Malgré ces difficultés, la liste des substances impliquées dans les cas de soumission et/ou de vulnérabilité chimiques s'allonge d'année en année : benzodiazépines, antihistaminiques, alcool, MDMA, Lyrica®, protoxyde d'azote. À l'inverse, et à contre-courant du « bruit médiatique », le GBL y est encore quasi absent (un seul cas en 2019), cela peut s'expliquer par le fait que le GBL n'est détectable dans les urines que pendant 12 heures et que les victimes ont rarement accès à une toxicologie adaptée (laboratoires spécialisés).

En plus des conseils habituels (s'adresser aux urgences, aller porter plainte...), le groupe focal sanitaire organisé en 2021 préconise d'améliorer l'accès à la toxicologie pour les victimes, par auto-prélèvement urinaire (dans une bouteille vide dans les 12 heures suivant la soumission chimique présumée).

ouvert à la Porte de la Chapelle fin 2019. En 2021, les usagers migrants primo-arrivants sont devenus majoritaires dans la file active de cette structure, proposant également des services médico-sociaux et d'hygiène. Cette file active est composée majoritairement d'hommes âgés de 18 à 35 ans, originaires de Somalie, de Gambie, du Proche et du Moyen-Orient. Peu connus des organisations autres qu'humanitaires, ils font usage de médicaments (benzodiazépines, tramadol, Lyrica®, buprénorphine), de crack, de MDMA/ecstasy ainsi que d'alcool (souvent de façon massive). Leurs consommations sont, pour une grande part, opportunistes. Les intervenants en RdRD soulignent le manque de connaissances de ce public concernant les risques et méfaits liés à ces usages.

Leur état de santé physique et psychique est souvent dégradé et leur mode de vie est marqué par la grande

pauvreté. Leurs principales ressources sont issues de la mendicité ou de la revente de petits biens de consommation sur les scènes de crack. Certains seraient également impliqués dans la revente de crack.

La Seine-Saint-Denis abrite également de nombreuses populations migrantes, dont des usagers de substances psychoactives, nouvellement arrivées ou présentes depuis de nombreuses années. Deux populations sont particulièrement visibles parmi les usagers de drogues : l'une originaire d'Europe de l'Est et du Caucase (Géorgie, Tchétchénie, Moldavie, Ukraine, Pologne, Bulgarie, Roumanie), l'autre originaire du sous-continent indien. Il s'agit majoritairement d'hommes âgés de 30 à 65 ans pour les premiers, de 20 à 35 ans pour les seconds. Leurs conditions de vie particulièrement précaires les exposent à d'importantes prises de risques, notamment sur la commune d'Aulnay-sous-Bois, où se trouve un important squat d'habitation et de consommation (notamment d'héroïne par voie injectée) dans un bâtiment hospitalier désaffecté. Des usagers primo-arrivants originaires d'Afrique du Nord, d'Afrique subsaharienne, du Proche et du Moyen-Orient sont également visibles à proximité de Paris (notamment à la Porte de la Villette). Certains fréquentent des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) du département, et des demandes de soin en centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) commencent à émerger notamment de la part d'usagers nord-africains consommateurs de médicaments (benzodiazépines, Lyrica®).

### Mineurs et jeunes majeurs sans papiers : nouvelle main d'œuvre des réseaux de cité

Des groupes de mineurs ou jeunes majeurs, identifiés dans Paris depuis 2016-2017, sont toujours présents en 2021 en Île-de-France. Initialement exclusivement masculins, originaires d'Afrique du Nord et localisés dans le 18<sup>ème</sup> arrondissement, ces groupes ont été rejoints par des filles mineures ou des jeunes femmes majeures, françaises ou européennes. Agées de 13 à 20 ans environ, elles sont le plus souvent en rupture familiale, intègrent ces groupes de mineurs et jeunes majeurs migrants et adoptent leur mode de vie. Les membres de ces groupes présentent le point commun de vivre dans une grande pauvreté et leur prise en charge sociale (par l'Aide sociale à l'enfance et/ou la Protection judiciaire de la jeunesse), psychologique et médicale, reste difficile à mettre place. Ils consomment principalement des benzodiazépines, de la prégabaline/Lyrica®, du cannabis, de l'alcool et, moins fréquemment, de la MDMA/ecstasy. Afin de trouver les ressources financières nécessaires à l'achat de ces produits, ils sont souvent impliqués dans des trafics de rue de médicaments, des activités délinquantes (vols à l'arraché, cambriolage) et, pour les femmes, dans des activités prostitutionnelles, notamment dans le quartier de la Goutte d'Or.

En 2021, les services de police et les associations de RdRD observent leur présence au-delà de Paris *intramuros* : certains sont employés dans les réseaux de trafic de la Seine-Saint-Denis. Embauchés par les trafiquants locaux, ces mineurs ou jeunes majeurs (de sexe masculin uniquement) sont recrutés car ils constituent une main-

d'œuvre à moindre coût. Selon les services de police, ils sont en effet rémunérés deux à trois fois moins cher que les guetteurs habituels habitant dans les cités. Souvent sans papiers et sans domicile fixe, les trafiquants leur fournissent également un logement où ils sont fréquemment logés à plusieurs. En dehors du trafic de cité, des groupes de MNA (reconnus ou perçus comme tels) revendeurs de cigarettes de contrefaçon et de médicaments sont également visibles dans plusieurs villes de Seine-Saint-Denis aux abords des stations de transport en commun.

Parallèlement, les structures socio-sanitaires de RdRD situées en dehors de Paris reçoivent occasionnellement en consultation des mineurs ou des jeunes majeurs étrangers. Ces derniers consultent les CSAPA après avoir été orientés par d'autres structures sociales démunies face aux problématiques d'addiction. Ils y demandent le plus souvent des prescriptions de Rivotril® ou de Lyrica®.

## Marginalité urbaine et usages de drogues dans les Hauts-de-Seine : premiers résultats

### Un territoire éclectique, marqué par l'histoire de l'héroïne

Les Hauts-de-Seine, département le plus dense de France après Paris, au PIB le plus élevé de l'Hexagone, est un territoire aux réalités socio-économiques hétérogènes : tandis que certaines communes concentrent les plus grandes fortunes, d'autres se caractérisent par la pauvreté économique de leur population.

Certains quartiers ont été, dans les années 1980, les premiers lieux d'implantation des trafics d'héroïne en Île-de-France, dont une part des consommateurs était constituée des habitants. Cette décennie a été marquée par de nombreux décès par surdoses et une méconnaissance globale des risques associés de transmission du VIH. Depuis les années 2000, le trafic d'héroïne s'y fait rare et les scènes ouvertes de consommation ont disparu. Pour autant, cette époque a profondément marqué la mémoire collective des quartiers populaires et l'héroïne y est globalement perçue de manière négative.

### Produits consommés et types d'usagers

Parmi les usages de drogues observés au sein de ce territoire, ce sont en premier lieu des consommations d'opioïdes qui ont été identifiées, sous différentes formes : héroïne, médicaments de substitution aux opioïdes (MSO) plus ou moins mésusés. Les usagers peuvent consommer uniquement des MSO ou alterner consommation d'héroïne et de MSO, en association avec de l'alcool et/ou du cannabis. Plus à la marge, certains usagers déclarent consommer également de la cocaïne. Le crack est peu consommé parmi les usagers précaires comparé aux usages observés à Paris.

Dans les Hauts-de-Seine, la plupart des usagers précaires possèdent des logements (famille, appartements thérapeutiques, squats saisonniers...). Peu d'entre eux vivent dans la rue. Hormis une scène ouverte regroupant une dizaine de consommateurs à Colombes, les premières



observations suggèrent que les consommations ont surtout lieu dans l'espace domestique.

Trois groupes d'usagers de drogues ont été distingués, cette

« typologie » reste une esquisse à consolider et à préciser lors des prochaines années.

Les « anciens » : usagers d'opiacés âgés de 45 à 60 ans, issus des banlieues nord et sud des Hauts-de-Seine, ayant eu des pratiques de consommations d'héroïne par voie nasale ou intraveineuse dans les années 1980/1990. Aujourd'hui, la plupart d'entre eux prennent majoritairement des MSO et, occasionnellement, de l'héroïne.

Les « usagers locaux » des quartiers populaires : ils consomment du cannabis, de la cocaïne, et peuvent parfois être impliqués dans les trafics locaux depuis leur adolescence.

Les « jeunes majeurs » ou mineurs en situation de précarité se divisent en deux catégories : d'une part, les jeunes

français, sans domicile fixe, en rupture familiale et éloignés de leurs régions d'origine, qui consomment de l'alcool et des médicaments ou de la cocaïne ; d'autre part, des mineurs ou jeunes majeurs étrangers, identifiés depuis peu dans le nord du département qui consomment des médicaments, du cannabis et de l'alcool, ils peuvent être embauchés comme guetteurs à moindre prix.

## L'offre dans les Hauts-de-Seine

Le département des Hauts-de-Seine abrite dans les quartiers populaires des « fours » où sont vendus du cannabis et de la cocaïne. Le crack et l'héroïne sont parfois accessibles, notamment dans le nord du département. Le crack serait facilement accessible sur la ligne de tramway reliant le département des Hauts-de-Seine à la ville de Saint-Denis dans le département voisin. L'héroïne semble plus faiblement accessible : via des revendeurs isolés fonctionnant principalement par rendez-vous téléphonique et dont il faut avoir le contact. Ces derniers n'exercent par ailleurs leur activité que de manière temporaire.

## LE DISPOSITIF TREND NATIONAL ET LOCAL

Le dispositif TENDANCES RÉCENTES ET NOUVELLES DROGUES (TREND) de l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse et sur l'Île de la Réunion. Celles-ci mettent en œuvre des outils d'enquête qualitatifs (observations ethnographiques, groupes focaux, entretiens individuels et collectifs...), afin de repérer, documenter et contextualiser les phénomènes émergents et les tendances récentes en matière de drogues illicites et de médicaments détournés. Elles recueillent leurs informations auprès d'acteurs (usagers, professionnels ou intervenants associatifs du secteur sociosanitaire, forces de l'ordre, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales.

Deux espaces particulièrement concernés par les usages de produits psychoactifs sont investigués : l'espace de la marginalité urbaine (rue, squats, zones de deal, structures de réduction des risques et d'addictologie) et l'espace festif techno regroupant la scène alternative (*free parties*) et commerciale (clubs, discothèques, bars). Chaque site participe également, par ses collectes de produits et par la transmission de signaux d'alerte, au système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES) qui assure une veille sur des produits nouveaux ou inhabituellement dangereux et sur le contenu toxicologique des substances en circulation.

La coordination du site de Paris, qui bénéficie du soutien financier de l'ARS Île-de-France, est confiée à l'association Oppelia Charonne.



**Directeur de la publication :** Julien Morel d'Arleux

**Coordination rédactionnelle :** Clément Gérome, Fabrice Guilbaud

### Remerciements :

À Catherine Pequart, directrice Oppelia Charonne. Aux responsables d'observations ethnographiques : Elisa Juszcak (75 et 92), Vincent Benso (93 et festif IDF) et Tim Madesclaire (festif gay et chemsex). À l'ensemble des usagers, intervenants professionnels et bénévoles et structures partenaires contribuant au dispositif. À Sevag Chenorhokian, coordinateur du pôle technique du réseau « Analyse ton prod IDF » et à l'ensemble des collecteurs SINTES. Aux membres des groupes focaux des champs de l'application de la loi et sanitaire.

À l'Agence régionale de santé Île-de-France. À l'unité Focus de l'OFDT.

**Conception graphique et réalisation :** Frédérique Million (OFDT)

[ Crédits photos : © victorptorres / © Photographie.eu - Fotolia.com / © Frédérique Million (OFDT) ]

OFDT

69 rue de Varenne - 75007 Paris

Tél. : 01 41 62 77 16

trend@ofdt.fr

Association Oppelia Charonne

3, quai d'Austerlitz

75013 Paris

Tél. : 01 48 07 57 00

Contacts de la coordination  
du site TREND IdF : gpfaou@oppelia.fr  
et mlovera@oppelia.fr